



## Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

En cette journée internationale du 25 novembre, dans un contexte de guerres qui se multiplient, notre soutien va à toutes les femmes dans le monde, premières victimes avec les enfants des conflits armés. Nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes d'Ukraine, de Birmanie, de Palestine, d'Israël, du Haut-Karabakh.

Nous sommes solidaires des femmes afghanes sous le joug d'une oppression effroyable où même aller à l'école devient un acte héroïque, des femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté, des femmes ouïghoures, persécutées, victimes de politique génocidaire...

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps : dans nos espaces familiaux, sur nos lieux de travail et d'études, dans l'espace public, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique, dans tous les milieux sociaux.

Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations. Ainsi les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà : victimes de racisme, migrantes, sans papiers, précarisées, en situation de handicap, lesbiennes, bi, trans, en situation de prostitution ou victimes de l'industrie pornocriminelle.

**Une prise de conscience collective a eu lieu avec #MeToo. Elle n'est pas suffisante, les chiffres parlent d'eux-mêmes.**

En France, **depuis 2017 ce sont 844 féminicides ayant fait plus de 1 000 enfants orphelins** le plus souvent commis par un conjoint ou un ex conjoint. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple et les enfants qui en subissent les conséquences ne diminue pas (213 000 par an) tout comme les viols ou tentatives (94 000 par an). La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3%).

**Toutes ces violences ne sont pas une fatalité.**

**Agissons ensemble pour exiger** d'œuvrer à une paix juste et durable partout dans le monde, l'application des lois existantes, un plan d'urgence national, des politiques publiques promouvant la prévention, la protection et la solidarité vis à vis des victimes et des co-victimes, mettant fin, enfin, à l'impunité des agresseurs.

**Disons stop aux annonces du gouvernement non suivies d'effet** et exigeons la mise en place d'une loi-cadre. Le dernier rapport de la Fondation des femmes publié en septembre dernier estime que pour lutter efficacement contre les violences faites aux femmes, il faudrait au minimum 2,6 milliards d'euros.

L'État en dépense aujourd'hui 184,4 millions. On est loin du compte.

Agissons ensemble pour exiger l'obtention immédiate de **3 milliards d'euros** pour combattre enfin efficacement ces violences.

**Le 25 novembre, rejoignons les rassemblements organisés partout en France.**

**A PAU - 14h30 PLACE CLEMENCEAU**